

# LE FUTUR sera (forcément) écologiste

**Comment rendre compatibles l'action à court terme et la vision de long terme ? Géraud Guibert, président du think tank La Fabrique Ecologique répond à cette question centrale qui est, selon lui, « l'enjeu des vingt prochaines années ». Il affirme sa conviction que l'écologie a l'obligation d'être citoyenne et qu'une bonne politique écologique doit d'avoir savoir prendre en compte les comportements.**

Propos recueillis par : François Perthuis

**L'écologie pâtit aujourd'hui d'une confusion née de chapelles ou de courants qui s'ignorent ou s'affrontent. Cette confusion vous semble-t-elle durable et avoir un impact significatif sur le public ?**

Il y a en effet plusieurs conceptions de l'écologie et même, sur le plan des idées, plusieurs écologies. Au sens littéral, elle signifie « la science de la maison ». Elle est née d'une démarche scientifique, avec en particulier les écologues de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et n'est apparue dans le champ politique qu'il y a une cinquantaine d'années, à l'occasion des mouvements de contestation des années 60. Depuis cette époque, une interrogation centrale demeure : savoir si l'écologie peut constituer à elle seule une représentation complète et cohérente du monde ou si ce n'est qu'un élément, certes nouveau et majeur, mais un des éléments seulement y contribuant. Mon sentiment est que c'est une erreur de penser que l'écologie peut constituer une idéologie unique, ce qui explique d'ailleurs l'existence de ses multiples déclinaisons. Il en existe différentes catégories y compris dans le champ politique, parmi lesquelles on peut repérer quatre grands types :

1) conservatrice, avec pour préoccupation essentielle la protection, la « mise sous cloche » de la nature ; 2) réactionnaire, comme celle par exemple prônée à l'époque par le régime de Vichy, avec une volonté de retour au passé, à la nature, à la pureté des origines y compris raciale ; 3) radicale, où tout a tendance à s'organiser autour d'elle ; 4) Une dernière catégorie est représentée par une écologie progressiste, qui s'efforce de faire la jonction entre la protection de la nature, les inégalités économiques et sociales et le nouveau modèle de développement. On mesure aisément que ces quatre catégories n'ont pas la même représentation du monde. L'écologie et les écologistes ont ainsi beaucoup de mal à avoir une pensée unifiée sur de nombreux sujets. Sur une question particulièrement d'actualité comme, par exemple, la laïcité, l'écologie peut

pousser à une conception communautaire au nom de la diversité. Elle peut au contraire privilégier une conception unifiée du « vivre ensemble » au nom de la citoyenneté. La pensée écologique n'est pas structurante pour apporter une réponse à cette question comme à d'autres. Le fondement scientifique initial de l'écologie entraîne, en outre, un clivage de méthodes. Pour certains, la solution à chaque problème environnemental découle de la science. La seule chose qui compte est de bien la définir. Elle doit alors s'imposer à tous. D'autres à l'inverse refusent l'innovation scientifique, dont les applications nouvelles ont toujours des inconvénients en termes d'impact environnementaux. Dans une troisième conception, la science est bien sûr utile mais n'est qu'une condition. Prenons par exemple la question du nucléaire en particulier en France,

pays qui adore à la fois la controverse et le débat scientifique. Il a tendance à être dominé par une position frontale pour ou contre cette technologie, alors que d'autres facteurs doivent intervenir pour nourrir un débat moins binaire.

**Chaque sommet mondial sur le climat est maintenant qualifié de « sommet de la dernière chance ».**

**Cette urgence du court-terme écologique n'est-elle pas contraire aux principes de l'écologie qui nécessite une vision de long terme ?**

Il y a en effet une contradiction apparente entre la longue durée de la temporalité écologique, à la fois dans l'évolution des phénomènes et l'impact des mesures prises, et la nécessité d'agir en urgence compte tenu de la gravité de la situation. Les phénomènes environnementaux s'incarnent dans la durée, comme par exemple pour l'accumulation des pesticides ou les gaz à effet de serre. Les cycles même de la nature sont d'assez longue durée. Résoudre un problème écologique prend inévitablement du temps. L'exigence est pourtant légitime d'avoir une action à court terme la plus efficace et donc un délai le plus court possible parce qu'il y a urgence, par exemple en matière climatique ou de biodiversité, et qu'il faut prendre les mesures aujourd'hui pour qu'elles puissent avoir un impact dans dix ans. Ce débat est d'autant plus complexe à mener que la mesure même des phénomènes écologiques est délicate. Si on pouvait précisément évaluer dans des délais assez brefs les résultats d'une disposition prise ou d'une action

menée, on saurait sur quelle trajectoire on se situe. Concrètement, si on pouvait se dire : j'ai une rivière polluée, je vais prendre des décisions majeures et, six mois après, mes résultats seront substantiels et perceptibles, la motivation s'en trouverait fortement accrue. Or, les effets des décisions mettent souvent du temps à pouvoir être observés. L'impact est encore plus difficile à mesurer lorsque l'action elle-même est progressive, ce qui est souvent le cas. Dans nos sociétés, tout va de plus en plus vite. À la fois pour des raisons techniques et d'organisation sociale. Vous avez donc envie que les décisions censées résoudre vos problèmes aient des effets qui n'attendent pas. C'est encore plus évident dans le système politique français marqué par des cycles électoraux de plus en plus courts, avec le quinquennat et les primaires. Cela rend d'autant plus insupportable le sentiment d'immobilisme qui existe en matière d'écologie. Dans un tel contexte, les questions de temps long sont renvoyées au deuxième plan. En matière de politique écologique, il est difficile pour un responsable politique d'être motivé dans la durée en sachant que vous ne verrez pas les effets des décisions que vous prendrez. Il y a ainsi la tentation de faire des opérations de communication sans vrai contenu. Si, par exemple, vous décidez d'augmenter le SMIC, les effets concrets seront perceptibles immédiatement ; si vous décidez de lutter contre la pollution de l'air, personne n'aura les moyens deux ou trois ans après d'analyser de manière sérieuse et fiable l'effet de vos actions. La tentation est ainsi accentuée de faire des discours

sans lendemain ou de prendre des orientations ambitieuses de long terme mais sans réalités concrètes.

**L'action à court terme et la vision à long terme sont-elles compatibles ?**

L'enjeu des vingt prochaines années est d'y parvenir. C'est notamment ce que nous essayons de faire à La Fabrique Ecologique. Mieux définir des réformes de long terme applicables à court terme. Le point de départ, au plan national ou international, est de disposer d'instruments de mesures fiables et acceptés. Cette exigence est, par exemple, au cœur de l'accord de Paris de la COP21 sur le climat. Le long terme doit en outre mieux s'incarner dans les institutions. Il faut



BIO EXPRESS

**Géraud Guibert** est conseiller maître à la Cour des comptes et spécialiste reconnu des questions écologiques, ancien directeur de cabinet de Nicole Bricq au ministère de l'Écologie. Il est actuellement président de La Fabrique Ecologique, think tank pluraliste et transparent qui réfléchit aux moyens de promouvoir le développement durable dans les politiques publiques et qui vient de publier *Pourquoi attendre ? Innover pour le climat*, Éditions Rue de l'échiquier, 2015.



par ailleurs faire en sorte que l'opinion publique se rende compte que, sur la question de l'environnement comme pour tout autre sujet, on ne peut prendre de bonnes décisions de court terme que si l'on a une vraie vision de moyen terme. Il y a nécessité en permanence, pour les émetteurs et les relayeurs d'opinion, d'évaluer l'articulation entre le court et le moyen terme dans les propositions ou les dispositions prises. Je suis frappé de constater, y compris dans le monde médiatique, la capacité d'oubli de ce qui a pu se dire ou se faire, ne serait-ce qu'il y a six mois ou un an. Les contradictions entre la vision de moyen terme et des réalités de court terme devraient être au cœur du débat public. Prenons un exemple très concret qui n'a rien à voir avec l'écologie : la fermeture des frontières. À la suite du drame de Paris, le rétablissement du contrôle aux frontières est annoncé. Mais on sait très bien qu'il est impossible physiquement de contrôler toutes les voies de communication avec les pays limitrophes et que ce qui compte vraiment est la coopération entre les services de sécurité de chaque

## LE VRAI HORIZON DE L'ÉCOLOGIE, SA PRINCIPALE MUTATION DEVRAIENT ÊTRE DE CONSTRUIRE UNE ÉCOLOGIE CITOYENNE.

pays. Quand on dit qu'on va fermer les frontières comme réponse à court terme à l'émotion, c'est le devoir du système médiatique et politique de poser la question de la cohérence de la mesure et de la vision à moyen terme des meilleures méthodes de traque des terroristes.

### L'écologie n'est-elle pas avant tout une question citoyenne ?

Elle a une obligation d'être citoyenne, mais c'est une rupture de pensée fondamentale. L'idée prédomine encore que l'important est de prendre les quelques « bonnes » décisions écologiques, pour certaines d'une grande portée symbolique, plutôt que de construire ces propositions avec les citoyens. Dès son démarrage il y a deux ans, nous avons à La Fabrique Ecologique mis en place une démarche d'écologie collaborative, les propositions issues des travaux d'experts étant soumises au débat public. Le vrai horizon de l'écologie, sa principale mutation devraient être de construire une écologie citoyenne. Une telle démarche, encore trop rare, est la meilleure méthode pour dépasser les contradictions, lorsqu'elles continuent d'exister, entre l'économie, le social et l'environnement. Cette insuffisance n'est pas spécifique à la France mais elle y est plus accentuée. Les Allemands qui ont eu un conflit majeur autour du projet de rénovation de la gare de Stuttgart, ont trouvé la solution d'un débat public suivi d'un référendum local pour régler le problème. On est incapable dans notre pays d'avoir la même démarche avec Notre-Dame-des-Landes. Il faut s'interroger pour savoir pourquoi notre système politique n'arrive pas ainsi à mettre en œuvre des solutions démocratiques. Je connais bien les problèmes qu'un tel référendum poserait. Notamment son périmètre électoral. Mais c'est pourtant ce qu'il faudrait arriver à faire.

### Le livre que vous venez de publier donne-t-il une solution pour réconcilier le citoyen avec l'action écologique ?

Contrairement à beaucoup d'autres domaines, une bonne politique écologique doit prendre en compte les comportements. Cela change beaucoup de choses. Vous pouvez faire tous les beaux programmes que vous voulez, par exemple pour encourager l'isolation thermique des logements, si vous ne les accompagnez pas d'une action sur les comportements, l'installation sera mal utilisée. Le chauffage sera trop ou mal sollicité, aboutissant à un effet beaucoup moins important que prévu. Dans tous les domaines de l'écologie, il est indispensable de prendre en compte ce qu'on appelle l'effet rebond. À l'inverse, vous ne pouvez plus dire simplement aux gens que la solution principale est qu'eux-mêmes changent leurs comportements. La plupart ont bien compris qu'il est utile de faire les bons gestes, mais qu'ils ne serviront pas à grand-chose si on ne va pas vers un nouveau mode de développement. Si chacun s'est aujourd'hui habitué à trier les déchets, ce qui constitue pourtant une contrainte, c'est parce qu'on a le sentiment que ça sert à quelque chose. Si en revanche on vous dit par exemple « pour économiser l'eau, il faut prendre une douche plutôt qu'un bain » et qu'il n'y a pas parallèlement une vraie politique de réduction des fuites dans le réseau d'eau, ou encore si on vous dit « ne prenez plus votre voiture » mais que vous constatez que les autres continuent à le faire, chacun va penser à juste titre que ça ne sert pas à grand-

chose. Il y a aujourd'hui trois défauts de méthode trop fréquents dans les politiques publiques écologiques. Le premier lorsque vous annoncez une mesure à laquelle vous finissez par renoncer parce que vous vous rendez compte que, notamment pour des raisons économiques et sociales, vous ne pouvez pas la mettre en œuvre. Le deuxième lorsque vous prévoyez quelque chose sans avoir réfléchi aux modifications de comportements qui permettront d'agir efficacement. Cela fini par ne pas fonctionner. Le troisième, vous n'agissez que sur les comportements et les gens se démotivent car ils s'aperçoivent que c'est inutile.

### Comment concilier l'action au quotidien avec le temps long nécessaire aux grands chantiers que sont la transition énergétique ou la lutte contre le réchauffement climatique ?

De nombreuses initiatives se développent dans les territoires dans des domaines aussi divers que les énergies renouvelables, les transports, les déchets ou l'eau. Il faut aujourd'hui penser à la généralisation de ces initiatives, mais peu de gens s'interrogent sur la manière de les démultiplier. Or, quand on change d'échelle, on

modifie la nature des problèmes et on ne peut plus retenir les mêmes solutions. En s'appuyant notamment sur les nouvelles technologies, il faut arriver à trouver la méthode pour étendre et généraliser les bonnes solutions. Nous n'avons pas encore réussi à franchir cette étape.

### L'écologie politique est-elle irréductible au cadre partisan court-termiste ?

J'ai toujours considéré qu'il était à la fois très utile dans le champ politique d'avoir un parti qui se consacre principalement à l'écologie, parce que ce peut être un aiguillon, et de faire en sorte que les grands partis de gouvernement prennent pleinement en compte l'écologie. Il n'y a de contradiction entre l'existence d'un parti écologique et la nécessité que tous les partis le deviennent. Sur une période assez longue, il faudra les deux.

### Pensez-vous que l'écologie parvienne à s'instituer en discipline scientifique susceptible de mettre fin aux divisions qui freinent son action ?

Je ne crois pas à une écologie scientifique comme écosystème définissant les solutions à nos difficultés. Elle a bien sûr son mot à dire, et le progrès et l'innovation scientifique

sont des vrais enjeux pour l'écologie, mais comme outils plutôt que comme finalités. Il y a des réalités sociales et économiques qui ne sont pas réductibles à la seule démarche scientifique et technologique.

### La France a-t-elle une vraie politique scientifique de long terme en matière d'écologie ?

Beaucoup de choses ont été faites. Il y a cependant plusieurs éléments qui nous freinent. La part très importante des crédits de recherche consacrés au nucléaire entraîne, par exemple, un certain déséquilibre au détriment de ceux consacrés notamment aux énergies renouvelables. Un autre frein est la difficulté que nous avons dans notre pays à passer de la recherche fondamentale à la recherche appliquée et donc à l'innovation et à la mise en œuvre industrielle.

### Quel jugement portez-vous sur l'accord de la COP 21 qualifié d'historique par de nombreux acteurs et observateurs ?

L'accord de Paris est universel. Il trace des objectifs ambitieux et définit un cadre contraignant de transparence et de mesure, ce qui est essentiel. La COP21 a suscité une forte mobilisation des citoyens, des collectivités locales et du monde économique et financier. Tous ces points sont positifs. Il est vrai en revanche que le texte, par construction un compromis, est imparfait, en particulier pour la définition de la trajectoire permettant d'atteindre les objectifs. Cet accord doit être considéré comme un point de départ et d'appui. Tout reste aujourd'hui à faire. Il est essentiel d'amplifier la dynamique prometteuse engagée. Notre pays, comme les autres, doit entreprendre, poursuivre et engager d'importantes réformes, innovantes et fortes<sup>1</sup>, et surtout ne pas perdre de vue, dans toutes les décisions, cet impératif majeur de l'action contre le changement climatique. La réussite reposera sur la société civile climatique mondiale, dont la montée en puissance et la force sont devenus incontestables, obligeant les autorités publiques à agir.

<sup>(1)</sup> La Fabrique Ecologique, dans ses différents travaux, donne de multiples exemples de ces réformes.